



Samedi
11

Les libertés associatives en danger et la citoyenneté réprimée. Angers, Roubaix, Nîmes, Grenoble... et ailleurs

 **10h-12h**

Des associations et des militant·es d'Angers, Nîmes ou Grenoble sanctionnés pour des actions de solidarité ou de défense des musulman·es et contre leur stigmatisation ; l'AJR, l'association des jeunes de la Roseraie à Angers, privée de ses locaux ; la radio locale Pastel à Roubaix qui perd ses subventions ; l'association d'éducation populaire L'Arche à Narbonne qui voit des subventions attribuées puis suspendues ; des représentant·es politiques stigmatisant des associations antiracistes ou musulmanes. Le rapport « Une citoyenneté réprimée » a recensé plus de 100 cas d'entraves à la liberté d'association. La loi confortant le respect des principes de la République, dite loi sur le séparatisme, renforce encore la défiance vis-à-vis des associations des quartiers populaires et jette une suspicion généralisée à l'encontre des personnes de confession musulmane, comme sur toutes les associations et les citoyennes et citoyens engagés.

Triste anniversaire des 120 ans de la loi 1901.

Quelles actions mettre en place pour permettre aux initiatives associatives de construire une société plus solidaire, plus juste, plus citoyenne ?

AVEC :



Julien Talpin
Observatoire des libertés
associatives

Aude Evin
Avocate

Adrien Roux
Alliance
Citoyenne

Tayeb Cherfi
Tactikollectif

Omar Rahni
Rabah Mezine
Militants PSN Roubaix

Zoubida Chalkha
Association L'Arche
Militante PSN Narbonne

Marie-Paule Diallo
Saïd Boukobaa
Militant·es PSN Angers

Samedi
11

Du quartier du Pile (Roubaix) au quartier Robert Schuman (Melun) : des luttes qui démontrent la volonté d'agir des habitant·es des quartiers populaires

 **14h-16h**

Depuis 2017, les habitant·es du Pile à Roubaix et de Robert Schuman à Melun sont en lutte contre les projets de rénovation urbaine et la démolition de leurs logements. L'Atelier Populaire d'Urbanisme et Pas sans Nous soutiennent la mobilisation des habitant·es à Roubaix qui ont initié une table de quartier. Leur combat porte notamment contre les expulsions et les expropriations.

L'expérience de lutte des habitant·es du Pile, retracée dans le film « Pile, permis de démolir » en 2017 a permis aux habitant·es de faire entendre leur parole dans un contexte où celle-ci ne leur semblait pas être entendue.

La mobilisation des habitant·es de Robert Schuman, soutenue très activement par APPUII et Pas sans Nous, a permis de produire des propositions urbaines et de requalification de l'habitat alternatives au projet de rénovation urbaine envisagé par la Municipalité et les pouvoirs publics.

Ces deux expériences de lutte démontrent la détermination des habitant·es à prendre part à la prise de décision publique et leur volonté de participer activement aux débats et à la démocratie locale.

AVEC :



Fatima El Atmioui
Porte-parole du collectif
des habitant·es du
quartier Schuman

Marie-Hélène Bacqué
Co-auteure du rapport "Ça
ne se fera plus sans nous"

Samir Hadj-Doudou
Ali Rahni
Militants PSN - Quartier du Pile

François Dubois
APPUII

Renée-Claire Glichtzman
Militante PSN



Dans les années 1960, les luttes des habitant·es des quartiers populaires prenaient place dans les revendications portées par les syndicats et dans les réponses politiques apportées par les partis de gauche. Depuis la fin des années 1970, la précarisation de la société s'est installée et a notamment touché les habitant·es des quartiers populaires. Pour faire face à cette situation les habitant·es de ces quartiers n'ont pas trouvé le soutien nécessaire à leur mobilisation ni des syndicats, ni des partis de gauche. En retour, les classes populaires des quartiers expriment une défiance vis-à-vis des partis politiques de gauche et des syndicats, ce qui participe à la montée de l'abstention et à l'affaiblissement du mouvement social.

Néanmoins, l'engagement des habitant·es des quartiers populaires est très actif grâce à une forte vie associative et une solidarité très importante dans les quartiers. La détermination des habitant·es à prendre part activement aux décisions politiques qui touchent leurs quartiers et à la démocratie locale reste présente mais dans des formes renouvelées.

La question porte sur la capacité de la démocratie représentative et plus particulièrement celle de la gauche, aux syndicats et partis politiques, à entendre les revendications portées par les habitant·es des quartiers populaires.

AVEC :



Mohamed Mechmache
Coordination nationale Pas sans Nous

Edwy Plenel
Directeur de publication de Mediapart

Arié Alimi
Avocat et membre de la Ligue des Droits de l'Homme

Olivier Besancenot
NPA

Azzédine Taïbi
Maire de Stains (PCF)

Mathilde Panot
Députée, Val-de-Marne (LFI)

Karim Bouamrane
Mairie de Saint-Ouen (PS)

Ulysse Rabaté
Auteur du livre « Politique BeurkTactikollectif Beurk, les quartiers populaires et la gauche »

Tayeb Cherfi

Sophie Taillé-Polian
Coordinatrice nationale de Génération·s

Omar Slaouti
Enseignant, l'un des initiateurs de la Marche contre l'islamophobie (2019)

Où nous trouver ?

Au début de la Rue des Premiers de Corvée·e·s, à côté du Carrefour des Jours Heureux et du Village associatif.

Exposition permanente

"Ô Blédi ! Ô Toulouse ! Présences maghrébines dans la ville rose 1945-2001" par le Tactikollectif



En partenariat avec :



ADRESSE :

6 Rue Arnold Géraux, L'île Saint-Denis

CONTACTEZ NOUS :

Coordinationcitoyennationale@gmail.com
06 77 33 54 28 / 09 72 57 08 12

Passansnous.org

Coordination Pas sans Nous

@pas_sansnous

https://blogs.mediapart.fr//pas.sans.nous/blog

Avec le soutien de :

